

3.1.3. Le commerce et l'emploi¹

Introduction

La supériorité du libre-échange reste-t-elle vérifiée si le travail n'est plus parfaitement mobile entre les industries ? Empiriquement, la réponse est loin d'être évidente. Si l'on prend l'exemple de la France et que l'on compare l'accroissement du degré d'ouverture français sur l'extérieur avec la croissance du chômage, nous obtenons les résultats suivants :

	Croissance du chômage	Croissance du degré d'ouverture
1958-1975	0 %	+80 %
1975-1997	+300 %	+25 %

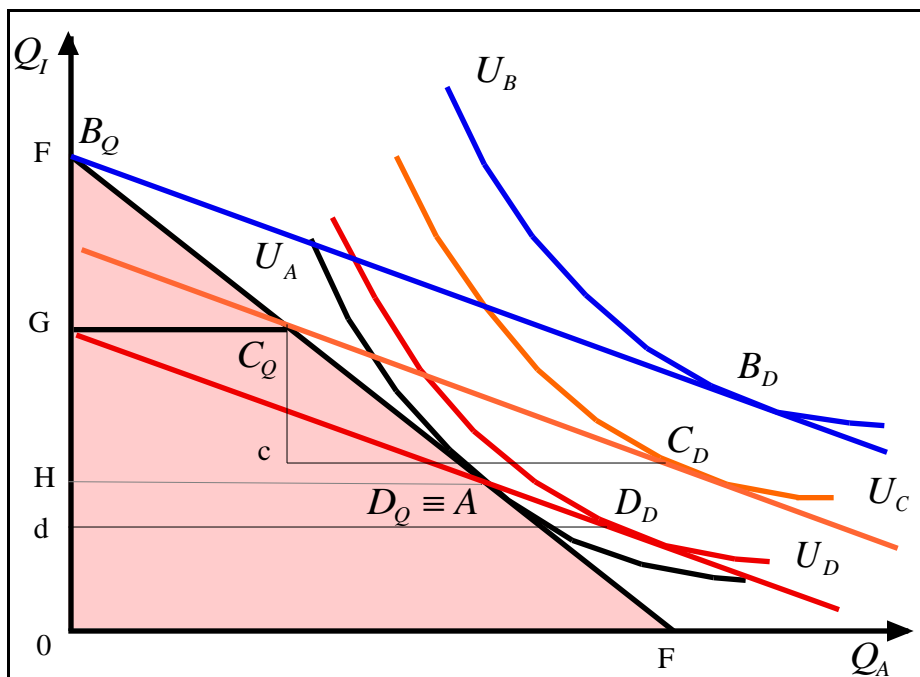
L'histoire de la France depuis 1958 peut être séparée en deux périodes : celle où le taux de chômage est inférieur à 3% (taux de chômage naturel), de 1958 à 1975, et celle où il est supérieur à ce taux, de 1975 à nos jours. Or, sur la première période, le degré d'ouverture de l'économie française a augmenté de 80%, alors que sur la seconde, il n'augmentait que de 25% seulement, tandis que le chômage haussait de 300%. De plus, en un peu plus de dix ans, de 1948 à 1962, près de trois millions de travailleurs français ont quitté l'agriculture pour l'industrie sans difficulté majeure. A l'évidence, ces chiffres suggèrent que la libéralisation des échanges n'est pas un facteur déterminant du chômage existant en France, et que par le passé, l'économie française a été capable de réallouer massivement ses facteurs de production dans un contexte de rapide ouverture sur l'extérieur.

Même si l'ouverture au commerce mondial n'a pas d'effet notable sur le taux de chômage de l'économie, il n'en reste pas moins vrai qu'elle exige une réallocation des travailleurs entre les industries. Celle-ci se fait sous l'impulsion d'une force très précise : la hausse des salaires. Les travailleurs quittent les industries aux salaires les plus bas pour aller vers celles offrant des salaires plus élevés (en France, les industries d'exportation versent en moyenne des salaires 6 % plus élevés que ceux payés par les industries concurrencées par les importations). Cependant, qu'arrive-t-il si, malgré cette incitation du marché, pour diverses raisons (refus de quitter une région, mauvaise information) les travailleurs des industries concurrencées restent immobiles ? Le modèle ricardien permet d'envisager de façon simple les conséquences de l'ouverture au commerce international lorsque le marché du travail fonctionne mal ou pas du tout.

Les rigidités du marché du travail dans le modèle ricardien

Supposons qu'une partie seulement des travailleurs de l'économie domestique exportatrice du bien I accepte de quitter l'agriculture pour l'industrie et que le reste des travailleurs soit sujet à des coûts d'ajustement tels qu'ils refusent de quitter leur emploi. On obtient dans ce cas la représentation graphique suivante :

¹ Ce paragraphe s'inspire du traitement du modèle ricardien proposé par Messerlin P., 1998, *Commerce international*, Paris, PUF.



La frontière des possibilités de production prend maintenant la forme coudée $[G C_Q F]$ au lieu de la forme linéaire FF . On peut réduire la production de A et accroître celle de I , mais seulement jusqu'au point C_Q . La partie horizontale $[G C_Q]$ de la frontière signifie que les travailleurs agricoles restants ne seront pas employés dans l'industrie et se retrouveront au chômage. Ainsi, compte tenu de la mobilité imparfaite des travailleurs, l'ouverture aux échanges permet à l'économie de produire à C_Q au lieu de A (autarcie), mais pas d'atteindre le point d'équilibre de production B_Q correspondant à une spécialisation complète. Cet équilibre de production est toujours un équilibre de plein-emploi, et il assure une consommation correspondant au point C_D . Malgré la mobilité imparfaite des travailleurs, l'ouverture aux échanges procure un gain de bien-être au pays (passage de U_A à U_C). Cependant la spécialisation reste incomplète et ne permet pas de tirer l'intégralité des gains de l'ouverture (courbe d'indifférence U_B). Le pays aurait réalisé un gain faible, même si les travailleurs avaient été totalement immobiles. C'est la situation décrite par les points d'équilibre de la production et de la consommation D_Q et D_D . Dans ce cas, le point de production se confond avec l'équilibre autarcique A . L'ouverture aux échanges n'a donc aucun effet sur la production et l'amélioration du bien-être est due au seul effet positif des termes de l'échange (passage de U_A à U_D).

En l'absence de mobilité parfaite des travailleurs, toute spécialisation incomplète reste préférable à la spécialisation complète ; ce qui revient encore à dire que l'existence de dysfonctionnement des marchés locaux peut rendre néfaste une politique d'ouverture maximale aux échanges. Si l'économie se plaçait au point de production G au lieu du point C_Q (mais c'est aussi vrai pour n'importe quel point du segment $[G C_Q]$), son degré d'ouverture sur l'extérieur augmenterait : au triangle des échanges $[C_Q c C_D]$ se substituerait le triangle $[G d D_D]$; la surface plus vaste de ce dernier est le signe d'un volume des échanges plus important (accroissement des exportations et des importations) ; donc, toutes choses égales par ailleurs, d'un degré d'ouverture sur l'extérieur de l'économie plus important. Cependant, une telle situation aboutirait à une baisse du revenu réel (passage de U_C à U_D). En effet, la disparition de la production agricole n'engendre aucune croissance de la production industrielle puisque les travailleurs agricoles débauchés se retrouvent au chômage ; il y a donc équilibre de sous-emploi. Dans notre exemple graphique, l'équilibre de sous-emploi aboutit seulement à un niveau de bien-être légèrement supérieur à l'autarcie. Si la mobilité des travailleurs agricoles avait été plus grande, l'équilibre de production correspondant à la spécialisation complète se serait situé sur l'axe des ordonnées entre G et F ; le taux de chômage aurait été inférieur à celui du point G et le bien-être supérieur (déplacement de la droite d'isoaleur

vers le haut). Au contraire, si la mobilité avait été encore plus faible, l'équilibre de production se serait situé entre G et H ; le taux de chômage aurait été supérieur à celui du point G et le bien-être obtenu inférieur. Dans ce dernier cas, le sous-emploi peut être tel que la spécialisation complète aboutit finalement à une dégradation du bien-être comparativement à l'autarcie.

En définitive, l'existence de rigidités du marché du travail ne justifie pas le refus du libre-échange. L'ouverture reste encore préférable à l'autarcie. Par contre, il est clair que des politiques commerciales de promotion des exportations ne sont efficaces que si elles s'accompagnent de mesures destinées à améliorer la flexibilité du marché du travail. A ce titre, on peut estimer que les avantages tirés par les économies émergentes de leur ouverture aux échanges s'expliquent au moins partiellement par leurs efforts importants et constants dans les domaines de l'éducation et de la formation professionnelle.

Un exemple numérique (3)

On reprend l'exemple numérique du § 312. On étudie l'impact d'une ouverture aux échanges, dans le cas limite où la mobilité intersectorielle du travail d'un pays est nulle : l'allocation du travail et les productions restent les mêmes qu'en autarcie et l'équilibre de libre-échange est toujours de plein-emploi. L'économie étudiée est une petite économie industrielle. Une petite économie ne peut pas influencer significativement les termes de l'échange mondiaux car elle ne représente qu'une faible part de la consommation et de la production mondiales. Pour se faire, on suppose que la région industrielle est composée de 20 pays identiques. Sur ces 20 pays, un seul n'est pas capable d'adapter son outil de production. Le reste du monde agricole s'adapte sans problème. Le tableau présente directement les équilibres de libre-échange. Ils sont calculés pour des demandes régionales identiques conformes aux exemples numériques (1) et (2) précédents (45 % du revenu consacré à la consommation du bien industriel dans les deux régions).

	Pays industriel rigide	Pays industriel mobile	Région industrielle	Région agricole
Indice général des prix	1,678	1,678	1,678	1,678
Revenu nominal Y	29,160	34,231	679,560	800,000
Revenu réel Y/I_P	17,380	20,400	404,98	476,750
Prix industriel p_I	0,6846	0,6846	0,6846	0,6846
Prix agricole p_A	1,000	1,000	1,000	1,000
Prix relatif agricole p	1,4607	1,4607	1,4607	1,4607
Salaire nominal industriel	6,846	6,846		-
Salaire nominal agricole	5,000			4,000
Quantités offertes de I	22,500	50,000	972,500	
Quantités demandées de I	19,160	22,500	446,666	525,840
Quantités offertes de A	13,750		13,750	800,000
Quantités demandées de A	16,030	18,827	373,75	440,000
Echanges en valeur	2,285	18,827	360,000	360,000
V_e par rapport à l'autarcie	+0,062	+0,943	+17,972	+14,520
V_e (% du revenu autarcique initial)	+1,237 %	+18,867 %	+17,972 %	+7,260 %

L'économie industrielle affectée par la rigidité de son marché du travail ne constitue que 5% de la force de travail de la région industrielle et 1,7% de tout le travail mondial disponible. Elle ne représente qu'une faible part de la demande mondiale (environ 2% pour les deux biens) et de l'offre mondiale (2,3% du bien industriel et 1,7% du bien agricole). On comprend alors pourquoi l'absence de mobilité des travailleurs de ce pays affecte peu les termes de l'échange. Si l'on compare cette situation de libre-échange avec la précédente décrite dans le § 312, on constate que les échanges sont peu modifiés. En valeur courante, ils ne bougent pas. Si on évalue leur évolution en volume (sur la base des prix mondiaux antérieurs), on constate une légère baisse des échanges de biens industriels de 4,4% et aucune variation significative des échanges de produits agricoles. Par contre, les gains globaux du libre-échange sont légèrement affectés. Le total des gains des deux régions par rapport à l'autarcie n'est plus que de 32,5 au lieu de 35,1 précédemment, soit une perte relative de 7,5 %. La réduction du prix relatif agricole mondial (1,46 au lieu 1,53) dégrade les termes de l'échange de la région agricole, ce qui explique pourquoi ces gains à l'échange sont un peu plus faibles (7,26% contre 9,54%) alors que ceux de la région industrielle augmentent (17,9% contre 16%). En effet, en l'absence de spécialisation de l'une des vingt économies industrielles, l'offre mondiale de bien industrielle faiblit légèrement (baisse de 2,75%) alors que l'offre mondiale de bien agricole augmente légèrement (hausse de 1,7%)

Le petit pays industriel affecté par la rigidité gagne très peu à l'échange international, mais il gagne tout de même (approximativement 1,2% de gain par rapport à l'autarcie). Cependant, en l'absence de spécialisation, ce gain est un pur effet d'échange engendré par le seul passage des prix autarciques aux prix mondiaux plus favorables. Ici, l'effet de spécialisation (avec spécialisation complète du pays) reste largement dominant (14,8% de gain supplémentaire par rapport à l'autarcie). Une adaptation du système productif est donc indispensable pour profiter de tous les avantages procurés par l'ouverture aux échanges mondiaux. L'existence d'un différentiel de salaires à l'avantage du secteur exportateur doit d'ailleurs inciter les travailleurs encore employés dans l'agriculture à plus de mobilité. En effet, malgré la forte demande de travail de l'industrie, l'offre de travail pour cette branche reste constante. Il s'ensuit alors une hausse des salaires industriels. Inversement, malgré la diminution de demande de travail de l'agriculture, l'offre de travail pour cette branche ne baisse pas, entraînant une baisse des salaires agricoles.